



# COURRIER DES SYNDICATS ET SECTIONS SYNDICALES

## EDITORIAL

La journée nationale d'actions, interprofessionnelle et "...unitaire..." du 11 octobre n'aura pas correspondu au "flop" annoncé dans les médias. Ces mêmes médias, qui, à chaque fois, dans les jours qui précèdent les actions du mouvement social, préfèrent traiter des éventuelles perturbations engendrées par les grèves et manifestations, plutôt que de mettre au grand jour ce pourquoi nous agissons. Nous ne sommes pas là pour perturber, mais pour porter des revendications, permettre l'expression des mécontentements et des ambitions de ceux qui luttent pour un monde meilleur ! **Qui a entendu parler sur les ondes ou sur les écrans des 10 exigences de la Cgt pour sortir de la crise ?** Qui peut comprendre, au travers des cours sujets dans la presse de masse, que la crise de la dette vient surtout du manque de recettes... et pas tant d'un luxe de dépenses publiques ? Mais les médias font leur job, certainement sous une pression, qui vient de plus haut... Ces méthodes contribuent à freiner l'action, à écarter du combat celles et ceux qui n'ont pas l'écho syndical, trop éloignés de notre Cgt. Ce n'est donc pas sur les médias que nous comptons pour construire le rapport de force. Et si la Cgt a pu mobiliser dans le Puy de Dôme (ce qui n'est le cas d'aucune autre organisation syndicale...), c'est évidemment grâce à ce que nous avons pu mettre en place, de nos propres moyens. Une AG de rentrée pour en parler, un 4 pages de la Confédération diffusé à 20 000 exemplaires, un "phoning" depuis la Maison du Peuple pour recenser les appels dans les boîtes, une journée massive de déploiement, le 6 octobre, où des affiches ont été collées un peu partout, où 40 000 tracts d'appel ont été diffusés, à l'entreprise et sur les carrefours, avec des camarades qui se sont rapprochés de leurs Unions Locales. Pour préparer ce 11 octobre, nous avons aussi notre propre service "médias", notre site Internet qui relayait les appels des syndicats Cgt, des envois de mails en nombre, et des contacts entre nous tous... **Pour autant, soyons clairs : nous pouvons et nous devons encore faire mieux, plus fort, pour construire un rapport de force d'un autre niveau.** Là, il s'agit de poursuivre nos efforts, de continuer d'agir pour le rassemblement le plus large, de conduire les autres organisations syndicales à frapper plus fort elles aussi...

Un premier bilan de cette journée d'action démontre qu'environ 30% de nos syndicats Cgt étaient engagés dans cette bataille. **Il faudra aller plus loin !**

Pour permettre une analyse collective de cette journée, pour envisager ensemble la suite du mouvement, **l'Union Départementale invite les syndicats Cgt du département à se réunir en Assemblée Générale ce mardi 18 octobre, sur la matinée.**

C'est ensemble que nous devons prendre connaissance du nombre de grévistes dans les différents secteurs, du nombre de manifestants présents derrière les banderoles, de la conduite de chacun dans la manif, de l'état d'esprit des salariés et des agents. →

## Sommaire

P2 : DLAJ, Dates à retenir  
P3 : Tract LUMINOX  
P4 : INFOS



N° 1395 du vendredi 14 octobre 2011

DEPOSE LE 14 OCTOBRE 2011

Circulaire d'informations hebdomadaires du Bureau et du Secrétariat de l'Union Départementale CGT - Directeur de publication : Julien PAULIAC - Imprimé par nos soins Maison du Peuple - 63000 Clermont-Ferrand - CPPAP 0506 S 06884 D 73 du 13 mai 2004 - ISSN n° 09920625

**C'est ensemble que nous pouvons réfléchir à la préparation de la suite.. En gros, n'attendons pas que tout vienne d'en haut.** En créant les conditions du rassemblement, de la prise de conscience et de confiance, chacun et chacune à son niveau, permettra d'impulser plus haut des décisions toujours plus offensives !!!

**Il est donc important que la Cgt se rassemble cette semaine, pour l'AG du 18,** mais aussi pour d'autres échéances de taille que représentent **les élections professionnelles dans la Fonction Publique.** Jusqu'au jour du scrutin, il reste encore nécessaire **d'appeler à faire voter Cgt.**

De ces élections découleront une représentativité des O.S., des droits et des moyens dont nous ne pouvons nous passer pour agir, pour construire ensemble ce front uni contre un système nommé "capitalisme" qui engendre chaque jour son lot de reculs sociaux.

Chronique DLAJ :

## **POUR UNE SOLIDARITÉ INTERPROFESSIONNELLE**

### **KFC : Cédric en Cassation !**

La réintégration d'un militant dont le contrat de travail a été rompu en raison de son activité syndicale doit mobiliser toutes nos ressources.

La loi le permet, mais la résistance du patronat et le manque d'ambition en la matière des juges professionnels en limite fortement la portée. En cela, la décision rendue par le juge départiteur du Conseil des prud'hommes, comme celle de la Cour d'appel qui refuse la réintégration de Cédric dans le cadre d'un référé prud'homal est sans surprise.

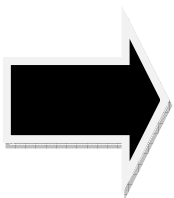
Un rappel historique s'impose : Cédric a été licencié pour avoir (soi-disant) mené une campagne électorale agressive : nous nous sommes mobilisés devant KFC\* a plusieurs reprises en exigeant sa réintégration. Cependant, la direction est restée sur ses positions nous obligeant à recourir à une procédure judiciaire.

Nous avons donc saisi le Conseil des prud'hommes, dans le cadre d'un référé prud'homal, pour exiger une mesure de réintégration. Une deuxième procédure, sur le fond, demande réparation du préjudice : cette dernière est en cours et viendra dans quelques semaines devant le bureau de jugement.

Notre première demande a quant à elle échoué devant le juge départiteur, confirmé depuis par la Cour d'appel. En effet, pour eux, Cédric n'ayant aucun mandat\*\*, le référé n'est pas compétent pour statuer sur une demande de réintégration, renvoyant ainsi devant le bureau de jugement pour statuer sur cette demande.

Cette interprétation de la loi est particulièrement critiquable. Le Code du travail prévoit en effet qu'il est interdit de prendre en compte les activités syndicales pour fonder un motif de licenciement. Ainsi, la seule et unique décision qui s'impose est celle de remettre le salarié dans son milieu professionnel ! Et la jurisprudence reconnaît cette possibilité dans le cadre d'un référé prud'homal !

Nous sommes donc dans l'obligation d'aller devant la Cour de cassation, procédure lourde mais surtout couteuse. Le coût de cette procédure est de 3 800 €



**Le syndicat du commerce fait donc appel à la solidarité pour lui permettre d'assumer jusqu'au bout cette action judiciaire. Demain, malheureusement, il y aura d'autre Cédric.**

**Et la solidarité interprofessionnelle sera toujours nécessaire pour imposer le respect du droit syndical\*\*\* !**

\* *Entreprise de restauration rapide*

\*\* *En réalité Cédric est représentant syndical au CHSCT mais ce mandat ne procure aucune protection contrairement aux autres mandats de représentation du personnel*

\*\*\* *Vos chèques sont à envoyer au syndicat du commerce*

#### **CALENDRIER :**

- **LUNDI 17 OCTOBRE :**  
Action Luminox à 10 H à Riom
- **MARDI 18 OCTOBRE**  
**AG des syndicats**  
SALLE DE L'IMPRIMERIE  
MAISON DU PEUPLE  
De 9 H à 13 H 00



RIOM (PUY-DE-DOME), LE 14 OCTOBRE 2011

**COOPER-LUMINOX EN GREVE DEPUIS LE 21 SEPTEMBRE 2011  
LES SALARIES DE COOPER-LUMINOX  
APPELLENT A MANIFESTER :**

**LE LUNDI 17 OCTOBRE 2011 A 10H00  
DEPART DEVANT LE SITE (ZONE DE LA GRAVIERE)  
PUIS REMISE DE PETITIONS AU SOUS-PREFET :**

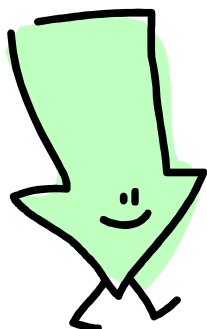
- CONTRE LA DELOCALISATION EN ROUMANIE
- POUR L'ABANDON DU PLAN SOCIAL
- POUR LA PERENNITE DU SITE ET NOTAMMENT DES LIGNES DE PRODUCTION

L'INDIFFERENCE DE NOTRE PDG NOUS INDIGNE. LES PATRONS ONT LES MOYENS DE MAINTENIR LES EMPLOIS AVEC LES 8,7 MILLIONS D'EUROS DE BENEFICES ET AVEC LES 25 MILLIONS D'EUROS DISTRIBUES AUX ACTIONNAIRES.

**SAUVONS NOS EMPLOIS !!!**

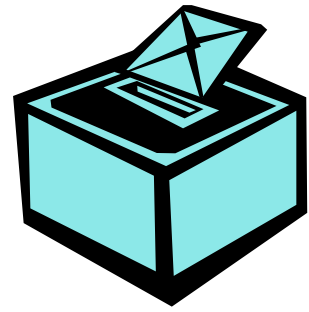
SI VOUS SOUHAITEZ FAIRE UN GESTE DE SOLIDARITE, DES COLLECTES SERONT ORGANISEES PAR LES SALARIES GREVISTES QUI SONT MOBILISES DEPUIS 25 JOURS.

UN COMPTE SOLIDARITE COOPER EST MIS EN PLACE, ET POUR TOUS RENSEIGNEMENTS, VOUS POUVEZ CONTACTER LE N° SUIVANT :  
**06.33.08.12.67.**



**MERCI A TOUS !**

# Spécial Élections services publics



**Il n'est pas trop tard pour que chaque militant agisse pour le vote Cgt !**

**Dans votre entourage, sans tarder, il est encore temps d'appeler à voter pour les listes de notre organisation syndicale. Le poids de la C.G.T. est en jeu, avec le vote C.G.T., vos revendications avancent.**

Pour appuyer la nécessité du vote Cgt, entre juin et août 2011, une équipe de journalistes a rencontré 54 fonctionnaires et agents des services publics qui nous parlent de leur conception de la Fonction publique, des raisons qui leur ont fait choisir leur métier. Ces femmes et ces hommes rencontrés à Paris, Lille, Grenoble, Nantes, Rennes et Marseille évoquent aussi les difficultés qu'ils éprouvent à accomplir leur mission au service des usagers et ils disent en toute franchise ce qu'ils attendent que la CGT aborde dans la campagne des élections professionnelles de la Fonction publique d'octobre 2011. Ce sont 13 heures d'interviews qui ont ainsi été analysées, synthétisées, afin de réaliser ces films.

Nous les remercions de leur participation et de leur franchise.

Retrouvez ces témoignages sur le site Internet de la Confédération, et faites les circuler... **pour une Cgt forte, pour des revendications qui avancent !**

## **11 octobre** **Une journée dynamique pour les revendications**

COMMUNIQUE Montreuil, 11 octobre 2011 17h55

Après le succès des mobilisations dans l'éducation publique et privée et celle des retraités, la mobilisation interprofessionnelle a fortement exprimé les attentes sociales des salariés et l'exigence d'une autre répartition des richesses. **Des milliers de salariés, de jeunes, de retraités et de privés d'emploi ont défilé, dans près de 200 manifestations partout en France. La CGT recense, à cette heure, 270 000 manifestants sur 150 rassemblements. Cette mobilisation s'est traduite par de très nombreux arrêts de travail dans les entreprises et les services.** Elle est d'autant plus importante qu'elle est le fruit d'un engagement militant peu relayé par les médias.

Que ce soit en France ou en Europe, les politiques de bas salaires, de suppression et de précarisation de l'emploi, la réduction de la protection sociale, des services publics et des droits des salariés sont bien les raisons de la crise. Elles découlent des choix politiques opérés pour donner des gages aux marchés financiers et aux agences de notation avec des conséquences dramatiques pour les salariés. Le plan Fillon est une réponse inefficace et socialement injuste puisque les salariés et les retraités devront déboursier quinze fois plus que les plus riches. **3 milliards d'euros pour le travail contre 200 millions pour le capital !** Il y a urgence à mettre en œuvre des politiques économiques et sociales, alternatives. La CGT a bien l'intention de poursuivre sa démarche offensive et unitaire en toute circonstance, comme elle l'a toujours fait, y compris, en période pré électorale.

Chaque avancée gagnée par les salariés inversera la répartition des richesses créées et représentera des milliards d'euros au niveau national et européen. Cela permettra de transformer réellement et durablement le travail, d'augmenter le pouvoir d'achat, de garantir une protection sociale de qualité et de développer des services publics en capacité de répondre aux besoins sociaux.

Sortir de la crise passe par l'augmentation des salaires et pensions, par des créations d'emplois dans le public et le privé, et par le développement de notre outil industriel de plus en plus menacé.

La CGT sera à l'initiative, pour continuer d'agir avec les salariés sur chaque lieu de travail, pour une véritable alternative à la crise et gagner du progrès social pour tous.